



Toulon, le 23 avril 2021,

Monsieur le Ministre délégué en charge des comptes publics,

Vous êtes aujourd'hui dans notre département pour visiter certains services de la DDFIP du Var.

La CGT saisit alors l'occasion pour dresser le véritable bilan d'étape du Nouveau Réseau de Proximité puisque celui-ci a vu sa première phase mise en œuvre au 1^{er} janvier 2021, bilan qui vous sera soigneusement caché ou que vous ne voudrez pas voir.

Avec le NRP, le chaos règne dans la plupart des services. Réception-Courriel-Téléphone, Services de Publicité Foncière, Conseillers aux Décideurs Locaux, Services de Gestion Comptable, Trésorerie Hospitalière, plus personne ne s'y retrouve. Les agents perdent le sens de leurs missions. Certains ont même perdu du salaire (IMT). Ils ne comprennent pas la finalité des réformes appliquées, car ils ne peuvent se résoudre à la liquidation de leur administration.

Et c'est pas fini, puisqu'au 1^{er} janvier 2022, la deuxième phase du NRP devrait s'appliquer avec, au programme, une nouvelle vague de suppressions de trésoreries, des nouvelles concentrations de services et la disparition totale des Finances Publiques sur le Golfe de Saint-Tropez malgré les forts enjeux du territoire.

Cela est incompréhensible pour les agents qui sont attachés à leurs missions de service public et qui n'acceptent pas la dégradation de celles-ci par un éloignement géographique. Leur connaissance du territoire est un atout dont l'administration a apparemment décidé de se passer !

De plus, ils vont devoir faire des heures de trajets quotidiennement pour rejoindre leur poste de travail. Il faut en effet pas moins d'une heure de trajet pour rejoindre Fréjus depuis Saint-Tropez en période basse, c'est-à-dire de novembre à mars. Le reste de l'année, c'est minimum 1h30 par trajet. Ils sont effectivement un certain nombre à résider sur le Golfe, car ils y sont installés depuis longtemps. Et vu le prix de l'immobilier, il leur est impossible d'envisager un déménagement. Sachez que des agents occupent des logements sociaux à Saint-Tropez.

Enfin, la direction locale a envisagé la création d'un espace de travail partagé à Grimaud, en lieu et place de l'actuelle trésorerie. Pendant un temps et par un roulement, les agents pourraient venir y travailler mais en renonçant à leur poste de travail personnalisé. Qu'est-ce que cela signifie ?

Qui va s'assurer de leurs conditions de travail puisque vous avez décidé de supprimer les CHSCT avec votre loi de transformation de la fonction publique ?

Pourtant, depuis plus d'un an, ils ont démontré leur utilité dans la crise sanitaire qui n'en finit pas !

Cette même loi permet le recrutement massif de contractuels. Ils sont aujourd'hui 250 (4 dans le Var) à contrôler a posteriori le versement du Fonds de Solidarité. Ils assurent donc une mission à part entière de la DGFIP alors qu'elle pourrait appeler les lauréats des listes complémentaires aux différents concours et ainsi offrir un emploi pérenne à la jeunesse.

La CGT d'ailleurs revendique le recrutement, à minima, de l'ensemble des listes complémentaires afin de combler le manque d'effectifs dans toutes les catégories.

La CGT exige l'abrogation de la loi de transformation de la fonction publique, véritable boîte à outil pour démanteler les services publics en général et la DGFIP en particulier.



Ainsi, la casse de notre administration est bel et bien amorcée. Mais, **La CGT Finances Publiques n'accepte pas la mort de la DGFIP, véritable pilier de la République.**

Le DG, tout comme votre gouvernement, n'hésite d'ailleurs pas à utiliser la crise sanitaire pour poursuivre et accélérer les restructurations qui vont bien au-delà du NRP et qui transforment et détériorent profondément nos méthodes de travail.

Par contre, la crise sanitaire ne devrait pas produire des effets d'aubaine pour les agents ! Aucun frais n'est pris en charge pour les télétravailleurs et les ASA ne sont plus la règle. Les parents doivent travailler et s'occuper de leurs enfants en même temps. C'est la double peine !

La CGT demande l'attribution d'ASA à tous les parents qui doivent garder leurs enfants.



Vous l'aurez compris, **la CGT demande l'arrêt du NRP.**

La CGT ne marche pas ! Ce n'est pas en supprimant des postes que notre administration sera sauvée. Ce n'est pas en fermant les services que nos missions seront sauvées.

Les agents sont attachés au service public fiscal, foncier et comptable. Ils sont attachés à l'exercice de leur mission dans des services de pleine compétence au sein d'un réseau développé.

Mais aujourd'hui, la DG a rompu le contrat de confiance et, vous et votre gouvernement êtes de plus en plus rejeté. Leur colère est pour l'instant sourde, mais il est certain qu'elle s'exprimera prochainement.

Le 1er mai, à l'appel de l'intersyndicale **CGT-FO-FSU-Solidaires**, celle-là même qui a combattu la pseudo réforme des retraites, pour de nouveaux jours heureux, en référence au programme du Conseil National de la Résistance qui a su relever la France après la deuxième guerre mondiale.

Le 10 mai, à l'appel de l'intersyndicale **Solidaires-CGT-FO-CFDT/CFTC** de la DGFIP pour l'abrogation de la loi de transformation de la fonction publique et l'arrêt du NRP.

Et ne prenez pas pour argent comptant les différents décomptes car votre gouvernement fait ce qu'il faut pour confiner la population avec ses lois et décrets liberticides.

Votre chape de plomb pèse sur tout le monde. Mais les faits sont têtus, les salariés ont démontré à plusieurs reprises qu'ils savaient se mobiliser pour de meilleures conditions de vie.